

## La fin de la Méditerranée ? Conséquence des révolutions arabes

Jean-François Daguzan

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7684>

DOI : 10.4000/cdlm.7684

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 57-67

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Jean-François Daguzan, « La fin de la Méditerranée ? Conséquence des révolutions arabes », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7684> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7684>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# La fin de la Méditerranée ? Conséquence des révolutions arabes

Jean-François Daguzan

---

*Terre, ma terre,  
Patrie prédestinée  
Dont les dieux méditèrent  
La Méditerranée  
Claude Nougaro*

- 1 Nous avons vécu avec un rêve méditerranéen. Les générations qui, au Nord, se sont assises sur les rochers des « golfes clairs » sous « un ciel enchanté »<sup>1</sup>, qui ont foulé les ruines grecques et les temples romains et arpenté les murailles des alcazars ont porté ce mythe ; Gabriel Audisio et Albert Camus l'ont magnifiquement illustré<sup>2</sup>.
- 2 Pourtant la Méditerranée n'est pas une évidence. Une fois posée l'existence de la mer, la cohérence n'apparaît pas spontanément<sup>3</sup>. De fait, en dehors de l'empire romain, aucune autre entité politique n'a réussi sa réunification – ni la conquête arabe, ni l'Empire ottoman, ni l'Espagne, ni Napoléon puis les nombreuses tentatives françaises, ni la Grande-Bretagne... Personne !
- 3 Au fil du temps, une idée méditerranéenne a cependant germé, mais elle a d'abord coïncidé avec des intentions politiques expansionnistes avant de s'imposer sans esprit critique comme une évidence auprès des opinions publiques européennes.
- 4 En réalité, sur la rive nord, elle correspond au développement de la colonisation qui démarre de façon erratique avec la conquête de l'Égypte par Napoléon en 1798, puis sa systématisation politique à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec la Grande-Bretagne, la France puis, plus modestement, l'Italie et l'Espagne.

Si l'invention de la Méditerranée en tant que personnage historique est l'œuvre de Braudel, l'idée de « Méditerranée » est une création du XIX<sup>e</sup> siècle au même titre que la redécouverte de la montagne ou de la mer. Elle est liée à la fois aux dominations impériales ou impérialistes, en particulier celle de la France qui établit sa domination sur l'Afrique du Nord, se donnant ainsi une vocation méditerranéenne opposée implicitement à un océan contrôlé par les Anglo-Saxons et à une Europe

centrale sous hégémonie germanique, et à la redécouverte des spécificités d'une culture propre, d'un art de vivre distinct de celui du monde industriel<sup>4</sup>.

- 5 La pénétration occidentale en Méditerranée doit s'accompagner d'une idéologie autojustificative qui prend essentiellement sa source d'un côté sur le fonds commun méditerranéen et, de l'autre, sur l'œuvre, la mission « civilisatrice »<sup>5</sup>.
- 6 Au Sud, en revanche, cette vision est ignorée.
- 7 Cette idée méditerranéenne connaîtra des hauts et des bas ; elle devient un des piliers de l'expansionnisme fasciste chez Mussolini<sup>6</sup>. Elle est souvent utilisée également pour justifier la présence française en Algérie. « Le prolongement algérien de la France a pour conséquence de nourrir spontanément le mythe méditerranéen et d'alimenter les arguments eurafricains », note Hayète Chérigui<sup>7</sup>. Mais c'est à partir du milieu des années 1980 qu'elle retrouve une vigueur insoupçonnée en France et, plus largement, en Europe du Sud. L'Union européenne finira par endosser cette mystique méditerranéenne.

## Le retour européen de la Méditerranée de 1990

- 8 Le renouveau de la Méditerranée comme concept politique correspond à un moment politico-historique précis mêlant la chute de l'Union soviétique, le réveil des masses arabes, l'achèvement de la mondialisation et l'angoisse du choc des civilisations.
- 9 Le concept est réapparu d'abord en France au milieu des années 1980. Cette apparition correspondait à l'échec de la relance d'une politique arabe par François Mitterrand dont les espoirs s'étaient brisés sur les impitoyables réalités des attentats du Liban en 1983<sup>8</sup>. Le Proche-Orient n'étant plus disponible, les conseillers réorientèrent la politique française vers la « Méditerranée occidentale » – considérée comme moins conflictuelle – d'abord avec le Forum Méditerranée lancé en 1984 à Tanger (et incluant l'Égypte) puis en 1989 avec le processus dit 5+5 voulu comme un laboratoire en matière de coopération. À la même époque, l'Italie et l'Espagne proposaient le lancement concurrent d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM) sur le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui avait rendu des services pendant la guerre froide. Mais ce projet mal préparé se heurta au mur des réalités stratégiques.
- 10 Ces approches coopératives, en dépit de leurs qualités respectives, ne purent réellement déboucher. Ce fut la guerre du Koweït (1990-1991) qui donna l'élan nécessaire à une coopération de grande ampleur. La défaite des armées de Saddam Hussein marqua un tournant symbolique.
- 11 Positivement, pour certains observateurs, ce conflit représentait la dernière guerre de la guerre froide. Elle ouvrait une ère de libéralisme sous le couvert du *New World Order* du président George Bush ; au même moment, émergeait une ouverture majeure dans le cadre du conflit israélo-palestinien qui permettait de débloquer les conditions d'une coopération plus globale.
- 12 Négativement, la guerre du Koweït (à travers les attaques balistiques de Saddam Hussein) mettait en exergue une prolifération d'armes de destruction massives menaçant l'Europe et la Méditerranée. Corrélativement, les manifestations anti-occidentales hostiles à l'intervention dans presque tous les pays arabes faisaient craindre une « dérive des continents culturels et religieux » entre les rives de la

Méditerranée. Symboliquement, la communication de la Commission au Conseil de 1994<sup>9</sup> fixe, à ce moment, de façon explicite, les conditions d'une coopération de grande ampleur entre l'Europe et la Méditerranée mais aussi ses limites. Elle procède d'une lecture anxieuse de la situation et relève les menaces potentielles pouvant toucher l'Europe. Le principe général du futur cadre de coopération qui sera formalisé dans la déclaration de Barcelone des 21-22 octobre 1995 est, *grosso modo*, d'échanger la sécurité contre le développement. Les pays du Sud se restreindront en matière de prolifération, d'arsenaux ; ils lutteront contre le terrorisme et l'islamisme radical. En échange, ils seront associés à la croissance de l'UE et soutenus financièrement. On fonctionnera sur ce « deal » réciproque jusqu'en 2008 – la dimension antiterroriste se voyant renforcée après le 11 septembre 2001. Dans ce schéma, la dimension droits de l'homme et démocratie, pourtant présente dans le volet 3 de la Déclaration, passera par pertes et profits. Un facteur d'explication de l'époque était que la croissance économique et le bien-être suffisaient à eux seuls à transformer la société et à surmonter les querelles politiques. Cette perception fut également à l'origine d'une erreur d'interprétation majeure sur l'évolution positive possible du processus israélo-palestinien.

- 13 Ainsi, l'idée méditerranéenne fut remise à l'ordre du jour pour offrir un substrat idéologique à la coopération euro-méditerranéenne. On invoqua, en le trahissant, les mânes de Fernand Braudel, le célèbre historien de la Méditerranée. On le désigna « pape » à titre posthume d'une Église qu'il aurait reniée de son vivant ! On fit référence à une espèce de paradis perdu (*Al Andalus*). On mit en avant les trois religions monothéistes – les peuples du Livre – comme source d'unité (ce dont on peut largement discuter). Enfin, on gomma d'un trait les dizaines de siècles de guerre, de massacres, de violences et d'invasions réciproques pour se concentrer sur les plus petits communs dénominateurs unitaires. Or, la Méditerranée « est un lac de sang ! » comme l'a dit l'écrivain juif tunisien Albert Memmi<sup>10</sup>. Robert Ilbert de son côté verra le concept comme « un objet idéologique ».
- 14 Cette approche consensuelle ne parvint jamais à pénétrer dans les couches basses des sociétés méditerranéennes. Ce fut avant tout une démarche de quelques intellectuels et de fonctionnaires. En revanche, sous le pilotage de la Commission européenne, le partenariat fonctionna à coup de plans financiers et de réformes administratives.
- 15 Il est vrai que cette initiative fut pilotée essentiellement par l'UE, mais pouvait-il en être autrement sachant que le soutien financier était exclusivement européen et que les États du Sud participants étaient des consommateurs peu enclins à développer une dynamique propre ?

## Les trois mythes de la Méditerranée

- 16 Trois mythes majeurs encadrent et structurent l'idéologie méditerranéenne européenne.

### Braudel, « l'inventeur de l'unité »

- 17 Braudel aura été involontairement la figure tutélaire de la Méditerranée des années post-guerre froide. Qui n'a entendu ses mânes invoqués, qui ne l'a soi-même fait un jour ou l'autre ? En réalité, ce que Braudel a essayé de faire dans l'introduction de sa thèse puis dans d'autres écrits, c'est d'élaborer un cadre géographique et social à ses

développements historiques (le pays de la vigne, du blé et de l'olivier), doté d'une structure géographique forte (essentiellement la montagne qui tombe dans la mer). Mais ses écrits vont devenir les évangiles d'une religion méditerranéenne. Ses travaux seront invoqués pour justifier l'évidence d'une communauté de destin entre l'Europe (prise, elle, globalement – l'UE) et les rives sud et est du bassin méditerranéen. Ceci, Braudel ne l'a jamais dit. Jugeons-en :

La Méditerranée, au-delà de ses divisions politiques actuelles, c'est trois communautés culturelles, trois énormes et vivaces civilisations, trois façons cardinales de croire, de manger, de boire, de vivre... En vérité trois monstres toujours prêts à montrer les dents, trois personnages à interminable destin, en place depuis toujours pour le moins depuis des siècles et des siècles. [...] Les civilisations c'est donc la haine, un immense pan d'ombre les mange presque à moitié. La haine, elles la fabriquent, s'en nourrissent, en vivent. [...] Mais elles sont aussi sacrifice, rayonnement, accumulation de biens culturels, héritage d'intelligence<sup>11</sup>.

- 18 À cette trilogie braudelienne on ajoutera celle des « peuples du Livre » censée, là aussi, témoigner d'un dénominateur commun particulièrement positif et consensuel. Mais, là encore, en dehors d'une logique historiciste chronologique (judaïsme, chrétienté, islam) les clivages prédominent majoritairement quand ces religions ne sont pas chargées en plus de problématiques stratégiques lourdes.

### ***Al Andalus*, « le paradis perdu »**

- 19 *Al Andalus*, ou l'Andalousie des Arabes qui règnent dans le Sud de l'Espagne (et jusqu'à Saragosse !) pendant huit siècles, est un des mythes les plus importants de la Méditerranée moderne. À écouter ses contempteurs, il y eut un âge d'or pendant lequel, Arabes (Berbères !), Juifs et Chrétiens vécurent dans l'harmonie et cet échange fut le creuset de la renaissance européenne de la deuxième moitié du Moyen Âge. Les études historiques relativisent fortement cette vision irénique.

Il y aurait beaucoup à dire sur le mythe andalou. [...] D'une part le rêve andalou fait passer au second plan les solidarités historiques héritées de la colonisation et qui sont des solidarités contradictoires, nourrissant tout à la fois le rapprochement et le rejet. Le discours néo-méditerranéen habille ces réalités de merveilleux, mais il ne parvient pas à refouler leur présence ni leur forme.

D'autre part le mythe d'Al-Andalous perdu et retrouvé n'a pas le même sens au Maghreb et en Europe. Pour nous Européens, qui sommes volontiers bavards sur le sujet, l'Andalousie perdue, c'est celle d'un espace de dialogue ; pour les Maghrébins, c'est le joyau de leur civilisation qui leur fait cruellement défaut aussi bien vis-à-vis de l'Europe que de l'Orient arabe<sup>12</sup>.

- 20 Déjà la querelle conflit/coopération – enrichissement mutuel/confrontation – existe en Espagne depuis longtemps à travers la dispute intellectuelle des deux grands historiens que furent Sanchez Albornoz et Americo Castro mais, surtout, elle est datée et circonscrite<sup>13</sup>. En effet, si la tolérance exista par période selon le bon vouloir des califes de Cordoue et autres princes, elle était aussi limitée aux devoirs des *Dhimmis* (les protégés du Livre selon le Coran – c'est-à-dire les chrétiens et les juifs) mais fixés par des règles strictes : paiement d'impôts élevés, limite du culte, signes distinctifs, etc. Donc si l'apport arabe dans les sciences et la redécouverte de la philosophie fut évident, il est impossible d'en tirer une explication mécaniciste d'une entente cordiale féconde et conviviale (la même réflexion vaut pour la Toulouse de Raymond IV avant la

« croisade des Albigeois » contre l'hérésie cathare où une certaine tolérance existait également).

- 21 Mais l'élément le plus intéressant et le plus souvent ignoré des prosélytes de la rive nord est la perception de l'époque d'*Al Andalus* par la partie arabe. Le regard nostalgique ne concerne pas le supposé âge d'or d'une coexistence pacifique et féconde des hommes et des religions mais le paradis perdu. Pour beaucoup de monde y compris des élites, l'Andalousie est la région arabe qui a été perdue et arrachée par la force. Huit siècles contre cinq siècles, le compte n'y est pas. Al-Qaïda ne s'y est pas trompé qui a fait de la récupération de l'Andalousie un de ses dogmes idéologiques et stratégiques<sup>14</sup>. Ainsi, autour d'un mot, ce sont deux interprétations qui s'affrontent, mais la perception du Nord ignore complètement celle du Sud.

### **Le *New Middle East* ou « la paix par l'économie »**

- 22 Ce mythe trouve sa source dans l'après-guerre froide quand l'économie libérale s'impose sur l'espace-monde alors que la guerre du Koweït est considérée comme « la der des der ». L'idée d'une reconstruction de la Méditerranée par l'économie qui gommerait les différends et les conflits perçus comme des anachronismes du passé fait son chemin. Sur le plan général, le président George H. W. Bush (père) lance le *New World Order*. Sur le plan local, Shimon Peres, s'appuyant sur le succès des accords d'Oslo et le traité de paix avec la Jordanie, propose le *New Middle East* (nouveau Moyen-Orient)<sup>15</sup>. Sa thèse est simple : la dynamique de la paix israélo-palestinienne (et bientôt syrienne, croit-on !) peut être accélérée par la mise en œuvre d'un ensemble global de réformes économiques faisant du Moyen-Orient un espace économique intégré. Ainsi Beyrouth (finances), Damas (commerce) et Jérusalem/Tel Aviv (technologie-industrie) seraient les hubs d'une super-région aux frontières allégées, traversée par les trains à grande vitesse (Le Caire-Istanbul), les autoroutes et les aéroports internationaux. L'Union européenne s'empara de cette idée et les études de faisabilité à grands frais se mirent à fleurir. Ce mythe, repris ensuite dans les concepts pré et post-guerre d'Irak dans le modèle élargi de *Greater* ou *Broader Middle East* a la vie dure<sup>16</sup>. Avec la guerre d'Irak, cette vision s'accompagna de l'affirmation idéologique que cette zone pouvait être changée par l'application « autoritaire » de la démocratie<sup>17</sup>. Pourtant, à chaque fois, ces perceptions et cette politique se sont heurtées à la dure réalité objective des faits. La politique, les intérêts d'État demeurent les points durs des relations internationales et le règlement politique des différends (quand il ne se traite pas par la guerre) est la condition préalable d'une entente et plus encore d'une coopération économique ou d'une intégration renforcée. L'Union européenne (processus long et inachevé à ce jour) n'a pu se faire que sur un long travail de renoncement et d'approfondissement des relations entre « frères ennemis » historiques. Plus récemment, après la chute du mur de Berlin et de l'Union soviétique, l'acceptation de ses frontières orientales par l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne et de la Russie a été la garantie *sine qua non* de la paix en Europe aujourd'hui.

## La « révolution » de l'Union pour la Méditerranée : la proie pour l'ombre

- 23 Il faut reconnaître à Nicolas Sarkozy qu'il fut le seul président français à mettre dès le départ la Méditerranée au cœur de la politique étrangère française en proposant, dans son premier discours de politique étrangère et de sécurité en tant que candidat, une « union méditerranéenne » comme pivot des ambitions diplomatiques présidentielles.
- 24 Malheureusement, il fallut déchanter. Malgré son ambition d'impliquer davantage les États du Sud à la décision, l'Union méditerranéenne devenue Union pour la Méditerranée (UPM) se révélait un modèle multilatéral de coopération bien en deçà des avancées du Partenariat euro-méditerranéen. Mais surtout elle s'accompagnait d'un appareil idéologique sous-jacent qui référait au modèle initial développé sous l'empereur Napoléon III pour justifier sa politique expansionniste en Méditerranée<sup>18</sup>. Qui plus est, elle était dirigée contre l'Union européenne (désignée en position « d'observateur ») – à laquelle l'UPM aurait pu se poser en alternative – et aussi, plus gravement, contre l'Allemagne – qui se voyait exclue *de facto* car le projet était réservé *ab initio* aux seuls riverains. Enfin, elle était aussi construite pour détourner la Turquie de l'adhésion à l'UE en la bloquant sur un espace exclusivement méditerranéen – situation qu'elle avait toujours rejetée<sup>19</sup>.
- 25 Ce modèle fit long feu et, de renoncements en renoncements, l'UPM s'édifia en une « usine à gaz » qui mélangea le projet initial avec l'Union européenne et l'Allemagne, revenues dans le jeu après un psychodrame qui laissa de fortes traces. Qui plus est, l'UPM démantelait les processus administratifs rodés par dix ans de pratique – le débat féroce sur le nom du secrétaire général et sur le siège de l'organisation fit le reste. Cerise sur le gâteau, l'UPM consacrait *de facto* le modèle de stabilité autoritaire du monde arabe, dans la mesure où il donnait le pouvoir aux chefs d'État et de gouvernement. Moubarak et Ben Ali mais aussi Bachar el-Assad portèrent donc le projet sur les fonts baptismaux. Leur disparition (pour les deux premiers) et la guerre civile pour le dernier achevaient d'abattre une organisation que la crise économique et financière mondiale avait empêchée de décoller.
- 26 La présidence Hollande a manifesté un intérêt tout relatif pour la Méditerranée. La plateforme politique du candidat la renvoie au point 53 avec des propos d'une grande banalité qui dénotent la marque d'un « service minimum ». Les initiatives suivantes (une nouvelle délégation), l'insistance sur des « projets concrets » (qui était déjà un leitmotiv sarkozien), ne montrent pas une évolution significative. C'est dans les relations bilatérales, et notamment avec l'Algérie, que le président Hollande cherche à imprimer sa marque avec un certain succès.

## Le nouveau terrain post-révolutions arabes

- 27 Les révolutions et mouvements de transformation arabes ont profondément modifié l'environnement politique et social méditerranéen.
- 28 En préalable, la crise a détruit le modèle du *New World Order* et de l'initiative *Middle East and North Africa* (MENA, connue aussi comme *Greater* ou *Broader Middle East*) pensées par l'administration Bush (avec la guerre d'Irak comme catalyseur d'un changement politique par la contrainte) :

- 29 - La guerre bat désormais son plein : Syrie, Mali, violence politique de haute intensité en Libye, Irak, guérilla en Tunisie, terrorisme en Algérie, en Égypte, etc.).
- 30 - Les révolutions arabes ont fait éclater le modèle de stabilité autoritaire qui avait régi le Sud et l'Est de la Méditerranée pendant des dizaines d'années.
- 31 - Le nationalisme s'est renforcé autour d'une identité arabe et africaine.
- 32 - La prolifération des armes de destruction massive est presque nulle sur l'espace méditerranéen mais les mouvements insurrectionnels se sont multipliés.
- 33 - Le processus israélo-palestinien est moribond et la Palestine est la grande laissée pour compte des mouvements arabes.
- 34 - L'islamisme politique légaliste semble voué à l'échec alors que l'islamisme jihadiste prospère.
- 35 - Les opinions publiques arabes existent désormais et rendent difficile toute coopération multilatérale ou bilatérale avec l'État d'Israël.

### Une Méditerranée presque absente des constitutions arabes

- 36 Il est symptomatique de constater que la Méditerranée est absente des préambules des constitutions arabes et surtout des nouvelles. « La Tunisie est un pays arabe et africain » ; l'Égypte « fait partie de la nation arabe et œuvre pour son intégration et son unité. Elle fait partie du monde musulman, appartient au continent africain, est fière de sa dimension asiatique et contribue à l'édification de la civilisation humaine » (art. 1). Il n'y a pas de vision méditerranéenne dans la perception majoritaire du peuple et de la majorité des élites locales sauf les plus occidentalisées. Or, on notera avec intérêt qu'en Tunisie, cette frange de l'élite défendit farouchement une identité méditerranéenne et punique... Sans succès ! La constitution du Maroc de 2011 en fait une modeste mention :  
 État musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale, le Royaume du Maroc entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible. Son unité, forgée par la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, s'est nourrie et enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen<sup>20</sup>.
- 37 Finalement, seule l'Algérie revendique ostensiblement une identité méditerranéenne bien que parmi d'autres :  
 L'Algérie, terre d'Islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain, s'honore du rayonnement de sa Révolution du 1<sup>er</sup> novembre et du respect que le pays a su acquérir et conserver en raison de son engagement pour toutes les causes justes dans le monde<sup>21</sup>.
- 38 Mais si l'on s'étonne à Paris ou ailleurs de ce déficit méditerranéen, où se trouve donc la mention méditerranéenne dans les constitutions européennes, même celles des pays riverains ? Il n'en est fait mention nulle part et encore moins en Turquie...
- 39 Par-delà les textes, aujourd'hui, le substrat politique et stratégique pour une relance exclusive de la Méditerranée comme concept opératoire n'est plus réuni.

## Les trois voies erronées

- 40 Aujourd'hui l'approche méditerranéenne se heurte à des démarches erronées qui l'empêchent d'être féconde :
- 41 - Celle des « orientalistes » – si bien dénoncée par Edward Saïd<sup>22</sup>, et qui continue de voir dans la Méditerranée un mythe commode de coexistence béate et consensuelle. Elle a aujourd'hui moins de partisans mais s'exprime à fond dans le discours des hommes politiques de tous bords et de toutes nationalités sur la rive nord. Le Musée des cultures d'Europe et de Méditerranée (MUCEM) récemment inauguré à Marseille – par-delà sa beauté plastique – est l'absolue expression de cette démarche. La Fondation européenne Annah Lindt pour la culture à Alexandrie, dans une Égypte dévastée par des visions antagoniques et violentes (celles des Salafistes, des Frères musulmans, des jihadistes et de la classe militaro-technocratique) ne revendiquant pas une once de Méditerranée en est une autre.
- 42 - Celle des « flagellants » – celle des stigmatisateurs de l'Occident pour qui toute action même modeste ou technique est une poursuite du colonialisme par d'autres moyens ou un complot pour asservir la communauté arabe et/ou musulmane. Ce sont ceux qui vont dénoncer dans des livres ou des blogs que les révolutions arabes ont été ourdies par Washington avec l'appui de Tel Aviv au moyen des « outils sataniques » que sont internet, le téléphone portable et le web 2.0. Ils ne se rencontrent pas que sur la rive sud...
- 43 - Celle des « néo-cons » – ces néo-conservateurs américains (mais aussi européens) qui ont pensé que l'on pouvait transformer le monde par la contrainte. Mathieu Vaïsse les avait lumineusement appelés les « Wilsoniens bottés » ! Ce sont ceux qui ont construit idéologiquement la guerre d'Irak et ont vendu les concepts fumeux de *Greater* ou *Broader Middle East* (de Nouakchott à Islamabad !) et qui pensaient qu'imposer la démocratie (en copyright américain) par la contrainte était une alternative à l'immobilisme d'un côté et au terrorisme de l'autre<sup>23</sup>. La liquidation du pouvoir de Mohamad Kadhafi répondra, entre autres, à la même vision avec les mêmes résultats à la clé. Même si ce courant de pensée se partage les deux rives de l'Atlantique, une voie plus européenne existe aussi, plus technocratique, qui défend les bienfaits de l'économie monétariste et de l'échange libéral comme pacificateurs des rapports conflictuels. C'est celle qu'a conduite l'Union européenne vis-à-vis des pays méditerranéens et, plus largement de son voisinage, ces dernières années. Elle présente de fortes limites. L'économie ne fait pas en soi une politique.

## Au-delà de la Méditerranée – penser la coopération de demain au sud

- 44 L'idée méditerranéenne a-t-elle fait son temps ? S'il s'agit de celle qui a présidé aux initiatives des années 1990, certainement. Aujourd'hui, la Méditerranée ce sont les pays arabes, Israël et la Turquie (perpétuel candidat malheureux à l'adhésion à l'UE). Or, le nouveau monde arabe ne se pense pas méditerranéen ; la Turquie non plus (qui y voit un prétexte pour refuser son adhésion) ; pas plus qu'Israël. Enfin, au plan géopolitique, la Méditerranée se révèle désormais un espace trop petit qui ne prend pas en compte les interactions majeures avec le Sahel, avec le Moyen-Orient et le Golfe, mais aussi

avec la mer Noire. N'oublions pas que la distance entre Grozny et Alep est de mille kilomètres. Par ailleurs, il est intéressant de rappeler le modèle paradoxal développé sous la présidence Sarkozy qui avait tenté de faire financer les projets de l'UPM par le Qatar, sans que celui-ci soit partie prenante institutionnellement de l'initiative française<sup>24</sup>. C'était, sans le vouloir, confirmer l'interaction des zones.

- 45 Cette évolution nécessaire ne veut pas dire que toute la coopération antérieure doit être jetée avec l'eau du bain ; il y a des centaines d'initiatives positives, de la grande à la toute petite dans le partenariat euro-méditerranéen, qui se sont structurées d'un côté et de l'autre de la Méditerranée depuis 1995. Un maillage considérable s'est progressivement créé ainsi qu'un savoir-faire administratif précieux des processus de coopération. Il convient maintenant de nettoyer ces acquis d'un verbiage faussement consensuel qui bloque l'ouverture de nouvelles pistes. Comme nous l'avons montré, la vision méditerranéenne du sud n'existe pas et il y a deux lectures antagoniques de la notion d'*Al Andalus*.
- 46 C'est à partir de la différence, de l'interconnexion et de la complémentarité qu'il faut bâtir. L'Europe n'est pas un espace fini mais la Méditerranée non plus.

## Périphéries ?

- 47 Ni l'Europe ni les pays méditerranéens n'ont conscience aujourd'hui qu'ils sont menacés d'un risque majeur de périphérisation. De l'Atlantique, l'axe stratégique du monde s'est déplacé vers l'Asie-Pacifique. En dépit des performances économiques européennes, la capacité de l'UE à peser en tant que telle sur les destinées du monde devient de plus en plus faible. Ne parlons pas des pays de la rive sud qui sont désormais les victimes des délocalisations asiatiques<sup>25</sup>. Quant aux hydrocarbures, pour ceux qui en détiennent, ils sont un miroir aux alouettes qui ne durera pas très longtemps. Il y a donc, pour l'avenir, un enjeu majeur dans la déconstruction d'une relation qui fonctionne artificiellement pour en rebâtir une basée sur de réelles fondations.
- 48 La coopération euro-arabe pourrait être une piste riche d'avenir. En 1974, elle avait été lancée dans l'angoisse ambiante d'un avenir sans pétrole et sur la découverte via l'embargo pétrolier de 1973 de la puissance nouvelle de nations longtemps méprisées. Aujourd'hui, elle se comprendrait davantage dans une logique des interconnexions de zone qui ne peuvent plus être exclues de l'analyse stratégique et économique. Comment vouloir penser la Méditerranée sans faire le lien avec le Moyen-Orient et le Golfe à l'Est et le Sahel et la Corne de l'Afrique au Sud, la mer Noire au Nord ?
- 49 Le problème de la périphérisation est donc double : d'une part, après la prise de conscience, mettre en place une politique pour lutter contre la marginalisation politico-stratégique de l'Union européenne et, d'autre part, pour répondre à ce premier constat, intégrer les périphéries de la Méditerranée (Sahel, Golfe) dans une politique générale.
- 50 Mais on est en droit d'être inquiet. Les événements d'Ukraine viennent de replacer la ligne de front stratégique-diplomatique en Europe et à l'Est. Les États membres, déjà affaiblis par la crise économique et financière, auront-ils la capacité ou même la volonté de s'ouvrir vers le Grand Sud. L'incapacité à mettre en place une petite intervention militaire européenne en Centre-Afrique permet d'en douter.

## NOTES

1. Chansons « La mer » de Charles Trenet et « Méditerranée » de Raymond Vincy-Francis Lopez, popularisée par Tino Rossi.
2. Entre autres, Gabriel Audisio, *Jeunesse de la Méditerranée*, Paris, Gallimard, 1935 et Albert Camus, *Noces*, Paris, Gallimard, 1939, mais ils ne sont que la face émergée d'un très grand iceberg.
3. Voir Claude Nigoul, « Paradoxes méditerranéens », *Agir*, n° 50, dossier 'La Méditerranée, enjeux et avenir', septembre 2012, p. 7-16, <http://www.societe-de-strategie.asso.fr/agir.php?id=49>.
4. Henry Laurens, « La Méditerranée comme personnage historique », dans *Orientales* (édition en un volume), *Orientale III, parcours et situations*, Paris, CNRS Éditions, 2007, p. 14.
5. Jules Ferry, lançant l'aventure coloniale, déclare : « Il y a un second point, un second ordre d'idées que je dois également aborder, le plus rapidement possible, croyez le bien, c'est le côté humanitaire et civilisateur de la question... Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de coloniser les races inférieures. » : Daniel Rivet, « Note sur le fait colonial », dans Thierry Fabre (éd.), *Colonialisme et post-colonialisme en Méditerranée*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2004, p. 42. Passage intégral : <http://www.port.ac.uk/special/france1815to2003/chapter5/documents/filetodownload,18082,en.pdf>.
6. Claude Liauzu, *L'Europe et l'Afrique méditerranéenne : de Suez (1869) à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XX<sup>e</sup> siècle », 1994 et aussi Robert Ilbert et Anne Ruel, « Comment la Méditerranée vient aux politiques », dans *La Méditerranée espace de coopération ? En l'honneur de Maurice Flory*, Paris, Economica, 1994, p. 282.
7. Hayète Chérigui, *La politique méditerranéenne de la France : entre diplomatie collective et leadership*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 28. À titre d'exemple, presque jusqu'à la caricature, de cette littérature d'époque : général P. J. André, *L'Asie menace, l'Afrique attend. La mission de la pensée française, essai sur la mystique et l'interprétation des religions et des civilisations*, préface de M. R. Léonard, gouverneur général de l'Algérie, Paris, Éditions Jacques Dervyl, 1953.
8. Voir notre article, « La politique française au Proche-Orient », *Les Cahiers de Mars*, n° 167, 4<sup>e</sup> trimestre 2000, p. 167-174.
9. Communication de la Commission au Conseil d'Essen d'octobre 1994, *Renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : établissement d'un partenariat euro-méditerranéen, 10-94 (427)*.
10. Albert Memmi, *Testament insolent*, Paris, Odile Jacob, 2009.
11. Dans Fernand Braudel, *La Méditerranée. L'espace et l'histoire*, Paris, Flammarion, 1985, p. 158, 172-173.
12. Claude Liauzu, « L'Europe du sud et le Maghreb : le rêve andalou à l'épreuve », dans *La Méditerranée espace de coopération ?*, op. cit., p. 49.
13. Voir Henri Lapeyre, « Deux interprétations de l'histoire d'Espagne : Américo Castro et Claudio Sánchez Albornoz [Américo Castro, *Réalité de l'Espagne, Histoire et valeur*] », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 20, n° 5, 1965, p. 1015-1037.
14. Déclaration d'Ayman Al-Zawahiri, 20 septembre 1997, Dubai (AFP), « Le numéro 2 d'Al-Qaïda appelle à "débarrasser" le Maghreb des Français et Espagnols », <http://christroi.over-blog.com/article-12508156.html>.
15. Traduction française, Shimon Peres, *Le temps de la paix*, Paris, Odile Jacob, 1993.
16. Pour retrouver le débat de l'époque, voir notre article : « États-Unis/Union européenne : les enjeux du "remodelage" du "Grand Moyen-Orient" », dans *Fondation pour la recherche stratégique, Annuaire stratégique et militaire 2005*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 151-168.

17. Notre article « Union européenne et États-Unis : complicités et concurrences », *Confluences Méditerranée*, n° 60, hiver 2006-2007, p. 81-94.
18. Pour une analyse détaillée du discours sarkozien sur la Méditerranée, voir notre article « France and the Mediterranean, Myths and Strategy », *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 17, n° 3, décembre 2009, p. 387-400.
19. Voir Jean-Robert Henry, « La Méditerranée de Sarkozy », contribution au colloque *Sarkozy's France*, Florida State University, février 2012, 8 p., <http://www.jfconseilmed.fr/files/12-02-20---FSU--La-Mediterranee-de-Sarkozy-Jean-Robert-Henry.pdf>.
20. Préambule de la constitution du 1<sup>er</sup> juillet 2011, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/ma2011.htm>.
21. Préambule de la constitution du 8 décembre 1996, JORADP n° 76 du 8 décembre 1996 modifiée par la loi n° 02-03 du 10 avril 2002 JORADP n° 25 du 14 avril 2002 et la loi n° 08-19 du 15 novembre 2008 JORADP n° 63 du 16 novembre 2008, <http://www.joradp.dz/hfr/Consti.htm>.
22. Edward W. Said, *L'orientalisme : L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées », 2004.
23. Voir nos articles, « Ordre et désordre après le 11 septembre », *Géoéconomie*, n° 24, hiver 2002, p. 49-59 et « États-Unis/Union européenne : les enjeux du “remodelage” du “Grand Moyen-Orient” », art. cit., p. 151-168.
24. D'où la participation du souverain aux festivités du 14 juillet 2008 avec également Bachar el-Assad...
25. Voir notre article, « Les conséquences stratégiques de la crise en Asie », dans François Heisbourg (dir.), *Les conséquences stratégiques de la crise*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 57-86.

## RÉSUMÉS

La notion de Méditerranée s'est construite en France et dans d'autres pays européens autour de plusieurs mythes. Le principal étant l'unité géographique et la cohérence politico-économico-religieuse du bassin. En réalité, il s'est agi, d'abord d'un discours colonial qui a fini, au Nord, par imprégner la perception globale de l'Union européenne. Cette vision n'a jamais existé au Sud. Ceci étant, la chute de l'Union soviétique et la montée en puissance de l'Europe dans les années 1990 ont favorisé un tel discours qui a sous-tendu la politique de coopération (Processus de Barcelone puis Union pour la Méditerranée). Cette fiction unitaire a volé en éclat avec les révolutions arabes et la crise économique et financière. Certains États ont sombré ; les nouvelles constitutions font peu de cas de la Méditerranée ; les projets économiques sont en panne mais surtout les nouveaux gouvernements et les opinions publiques remettent en cause le cadre politique inclusif qui permettait d'associer Israël sans trop de heurts dans un ensemble coopératif. Cet article a pour vocation de faire apparaître cette prégnance du discours mythique et de proposer les voies d'une nouvelle approche libérée du passé et prenant en compte une approche élargie de la coopération euro-méditerranéenne fondée sur les interconnexions de zones, les changements géopolitiques et les nouvelles contraintes posées par la mondialisation.

The notion of the Mediterranean has been built in France and in other European countries with various myths. The main one was the geographical unity and the policy, economy and religious coherence of the Mediterranean. Strictly speaking, the reality was a colonial narrative which progressively spills over the global perception of the European Union. Such a vision never

existed in the Southern shore. Nevertheless, the Soviet collapse and the growing influence of Europe in the 1990's favored such a narrative which was the theoretical ground of the cooperation policy (Barcelona Process the Union for the Mediterranean). This fiction of unity exploded with the Arab revolutions and the economy and finance crisis. Some States failed down; the new constitutions generally forgot the question of the Mediterranean, the economic projects are blocked but essentially new governments and public opinion now refuse the inclusive political framework which had succeeded to associate Israel until now without too many discrepancies. This paper aims to stress on the influence of the myth narrative and to propose new ways of a Euro-Mediterranean co-operation based on an extended approach, the interconnections of zones, the geopolitical changes and the new constraints imposed by the globalization.

## INDEX

**Mots-clés :** Méditerranée, coopération, politique de voisinage, Union européenne, Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée, révolutions arabes

**Keywords :** Mediterranean, co-operation, neighborhood policy, European Union, Barcelona Process, Union for the Mediterranean, Arab revolutions

## AUTEUR

### JEAN-FRANÇOIS DAGUZAN

Jean-François Daguzan, docteur d'État, est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique. Professeur associé à l'Université de Paris II, Panthéon-Assas, il est rédacteur en chef de la revue *Géoeconomie* et de la revue *Maghreb/Machrek*. Parmi ses nombreuses publications, signalons : *L'Asie centrale après la guerre contre la terreur*, en co-direction avec Pascal Lorot, Paris, L'Harmattan, 2004 et *L'intelligence économique : quelles perspectives ?*, en co-direction avec Hélène Masson, Paris, L'Harmattan, 2004. [jf.daguzan@frstrategie.org](mailto:jf.daguzan@frstrategie.org)